



Numéro PPQ/6947

vendredi 24 octobre 2014

## Les grands titres:

- Ebola : le chef de l'ONU juge crucial de rester calme face à l'épidémie
- RDC : l'ONU appelle la population de Beni à soutenir les opérations contre les rebelles de l'ADF
- Ukraine : l'ONU juge qu'on est encore loin d'une paix durable
- Gaz à effet de serre : l'ONU salue le nouvel objectif de réduction de l'Union européenne
- Journée des Nations Unies : Ban Ki-moon appelle à faire cause commune pour le bien de tous
- Une nouvelle plateforme en ligne de l'ONU aide à réduire les pertes alimentaires
- L'UNESCO condamne les meurtres de journalistes en Iraq et au Paraguay
- Somalie : le Conseil de sécurité autorise la prorogation pour un an de la Mission de l'Union africaine

## **Ebola : le chef de l'ONU juge crucial de rester calme face à l'épidémie**



**24 octobre** - A l'occasion d'une rencontre avec les employés des Nations Unies vendredi sur l'épidémie d'Ebola, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rappelé qu'il était crucial de rester calme face à cette crise sanitaire et ne pas susciter la panique au sein des populations.

« L'ONU a un programme clair et le met en œuvre », a dit M. Ban devant les fonctionnaires des Nations Unies. « Nous avons une obligation envers les pays touchés de mettre fin à l'épidémie et de soutenir leur relèvement », a-t-il ajouté en référence aux trois pays les plus touchés, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone.

Selon lui, « la gravité de l'épidémie mérité toute notre attention. Nous savons comment prévenir Ebola et comment contenir la maladie. » « Avec les histoires sur Ebola inondant les médias, il est important que nos messages soient basés sur des faits et des preuves. Nous devons transmettre un sentiment d'urgence sans provoquer de panique », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a rendu hommage aux employés de l'ONU qui ont été emportés par la maladie et salué le courage et le dévouement des employés de l'ONU qui participent à la lutte contre l'épidémie.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il y a désormais près de 10.000 cas d'Ebola confirmés et environ 4.900 décès, principalement dans les trois pays les plus touchés. L'agence onusienne a indiqué vendredi qu'un premier cas d'Ebola a été signalé au Mali.

Par ailleurs, l'OMS a organisé une réunion avec des représentants des gouvernements des pays affectés, des partenaires de développement, de la société civile, des autorités de régulation, des fabricants de vaccins pour discuter comment accélérer les tests et la distribution de vaccins en nombres suffisants pour avoir un impact sur l'épidémie.

Les résultats de la phase 1 des essais cliniques de la plupart des vaccins les plus avancés devraient être disponibles en



décembre 2014 et les essais d'efficacité dans les pays affectés commenceront également à ce moment-là.

Les compagnies pharmaceutiques développant les vaccins se sont engagées à accélérer les capacités de production pour que des millions de doses soient disponibles en 2015, et que des centaines de milliers de doses soient prêtes d'ici la fin de la première moitié de l'année.

Les autorités de régulation dans les pays où les vaccins sont fabriqués et en Afrique se sont engagées à soutenir cet objectif en travaillant dans des délais extrêmement courts pour approuver les vaccins.

« En tant que groupe, nous accélérons en quelques semaines un processus qui prend généralement des années », a déclaré la Directrice générale adjointe de l'OMS chargée des systèmes de santé et de l'innovation, Marie-Paule Kieny.

S'agissant du Fonds des Nations Unies pour Ebola, un porte-parole de l'ONU a indiqué que de nouvelles contributions avaient été faites aux cours des derniers jours par le Canada, l'Estonie, la Nouvelle-Zélande et la Roumanie. Cela représente 18,7 millions de dollars. Le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, la Suède et le Royaume-Uni ont aussi promis des contributions importantes. Le total des sommes engagées et promises au Fonds s'élève désormais à 118 millions de dollars.

## RDC : l'ONU appelle la population de Beni à soutenir les opérations contre les rebelles de l'ADF



**24 octobre** - A l'occasion d'une visite jeudi à Beni, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, des envoyés de l'ONU et de l'Union africaine ont appelé la population à soutenir les opérations des forces armées congolaises (FARDC) et de la Mission des Nations Unies (MONUSCO) contre les rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF).

« Ce n'est qu'unies que les forces armées congolaises, la MONUSCO et la population réussiront à mettre fin à la terreur imposée par les groupes armés », ont déclaré le

Représentant spécial du Secrétaire général en RDC, Martin Kobler, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, et le Représentant spécial de l'Union africaine pour le Burundi et la région des Grands Lacs, Boubacar Diarra.

La population de la région de Beni, qui se trouve dans la province du Nord-Kivu, a été récemment victime d'attaques de l'ADF, faisant de nombreux morts et blessés.

« Ces actes d'une rare violence nous confortent dans notre détermination à œuvrer avec les pays de la région y compris leurs forces vives, à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région y compris la consolidation de la paix et de la stabilité à travers la neutralisation de toutes les forces négatives », a dit M. Djinnit.

Ces derniers jours, les bases de la MONUSCO ont été victimes de plusieurs attaques par des personnes en colère accusant les Casques bleus de ne pas être capables de les protéger contre les récents massacres.

M. Djinnit a rendu hommage au travail remarquable fait par les FARDC et la Brigade d'intervention de la MONUSCO et les a encouragées à tout mettre en œuvre pour venir à bout des forces négatives.

Il a exprimé sa disposition à travailler étroitement avec les gouvernements des pays de la région et leurs organisations sous régionales en vue de s'attaquer aux sources des problèmes qui alimentent l'insécurité et perpétuent la méfiance dans la région y compris l'exploitation illicite des ressources naturelles.

Lors de leur visite, les trois responsables ont rencontré le maire de la ville, les responsables des FARDC et les populations

locales. Ils se sont dits rassurés par la détermination des FARDC et de la MONUSCO à mettre fin définitivement à la menace que représentent les rebelles ougandais de l'ADF dans le territoire de Beni.

Ils ont souligné à quel point la confiance et le soutien de chacun aux opérations conjointes FARDC-MONUSCO sont essentiels à leurs succès. Ils ont exhorté la population à s'unir et à coopérer avec l'ensemble des acteurs afin de permettre la neutralisation de ceux qui commettent ces actes terroristes.

## Ukraine : l'ONU juge qu'on est encore loin d'une paix durable



**24 octobre** - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation en Ukraine, le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires politiques, Oscar Fernandez-Taranco, et le Sous-Secrétaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Ivan Simonovic, ont estimé vendredi que les résultats des efforts pour mettre fin au conflit restaient mitigés.

« Il est apparu clairement au cours des semaines passées que malgré les accords déterminants conclus à Minsk, nous sommes encore loin de leur mise en œuvre complète et donc encore loin d'une paix durable en Ukraine », a dit M. Fernandez-Taranco devant les

membres du Conseil.

Il a salué les récentes discussions sur le conflit en Ukraine en marge de la réunion Asie-Europe les 16 et 17 octobre à Milan, en Italie. « La poursuite de discussions bilatérales entre les Présidents ukrainien et russe sur les moyens de mettre en œuvre complètement le Mémorandum et le Protocole de Minsk reste cruciale », a-t-il déclaré.

M. Fernandez-Taranco a rappelé que le Secrétaire général de l'ONU restait déterminé à utiliser ses bons offices pour aider à résoudre ce conflit. « Nous ne pouvons pas et il ne faut pas que nous laissions l'est de l'Ukraine devenir le dernier d'une série de 'conflits gelés' en Europe », a-t-il ajouté.

M. Simonovic a également estimé que « la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu du 5 septembre restait fragile ». Il a noté que le nombre de morts parmi les militaires et les civils continuait d'augmenter.

« Toutefois, l'accord de cessez-le-feu du 5 septembre représente toujours l'opportunité la plus importante pour une solution pacifique à la situation dans l'est » de l'Ukraine, a-t-il ajouté.

« Alors que les Ukrainiens se préparent pour les élections législatives de dimanche, nous appelons les autorités à garantir que celles-ci se déroulent d'une manière libre, juste et ouverte et dans une atmosphère de tolérance, de paix et de respect des droits de l'homme pour tous », a encore dit M. Simonovic.

De son côté, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué vendredi qu'il était engagé dans une course contre la montre pour aider les déplacés les plus vulnérables à faire face aux conditions hivernales.

« Les combats dans l'est, et la pénurie des services essentiels qui en résultent, continuent à chasser les gens de leurs maisons », a déclaré un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'une conférence de presse à Genève.

Il a souligné que le besoin d'aide humanitaire s'accroît, en particulier dans les villes de Donetsk, Kharkiv et Kiev ainsi que dans les régions de Dnipropetrovsk et Zaporizhzhia. La population des déplacés internes en Ukraine est estimée à 430.000 personnes, soit 170.000 de plus qu'au début du mois de septembre.

## Gaz à effet de serre : l'ONU salue le nouvel objectif de réduction de l'Union européenne



**24 octobre** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est vivement félicité de la décision de la Commission européenne de fixer un nouvel objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030.

« Aujourd'hui, les dirigeants de l'UE ont de nouveau placé l'Europe dans une position de leader avec un objectif ambitieux de réduction des émissions », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

Ban Ki-moon a félicité le Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et la Commissaire européenne pour le climat, Connie Hedegaard, « pour leur vision, leur leadership et leur engagement, qui ont permis d'obtenir ce résultat positif. »

« En adoptant cet objectif, l'UE a montré que répondre aux besoins du climat mondial est dans son propre intérêt à long terme. La décision va conduire à des contributions tangibles et significatives à notre effort collectif pour maintenir l'élévation de température à moins de deux degrés Celsius au cours du siècle. La décision servira également d'exemple pour tous les pays dans la perspective des prochaines négociations mondiales », a ajouté le porte-parole.

« Le Secrétaire général exhorte tous les pays à agir rapidement et avec audace contre le changement climatique et à faire tous les efforts possibles pour parvenir à un accord ambitieux sur le climat d'ici la fin de 2015 », a-t-il encore dit.

Selon la presse, les 28 pays membres de l'Union européenne sont parvenus à un accord sur les trois objectifs qui guideront la politique de lutte contre le changement climatique de l'Union européenne au cours des prochaines années : les émissions de gaz à effet de serre devront diminuer d'« au moins » 40% d'ici 2030 par rapport à 1990; la part des énergies renouvelables devra être portée à 27% du mix énergétique ; 27 % d'économies d'énergie devront être réalisées. Seul le premier objectif sera contraignant.

Ce nouveau cadre d'action remplacera un premier plan dit des « 3 fois 20 » (20% de baisse des émissions, 20% d'énergies renouvelables, 20% d'économies d'énergie) adopté en 2009 et en vigueur jusqu'en 2020.

## Journée des Nations Unies : Ban Ki-moon appelle à faire cause commune pour le bien de tous



Les drapeaux des Etats membres flottent devant le Secrétariat des Nations Unies, à New York. Photo: ONU/JC McIlwaine

**24 octobre** - A l'occasion de la Journée des Nations Unies qui est célébrée le 24 octobre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité vendredi les gouvernements et les particuliers à faire cause commune pour le bien de tous.

« En ces temps de crises multiples, l'Organisation des Nations Unies est plus nécessaire que jamais. La pauvreté, la maladie, le terrorisme, la discrimination et les changements climatiques font des ravages considérables et des millions de personnes continuent d'être exploitées dans des conditions déplorables, victimes du travail forcé, de la traite d'êtres humains, de l'esclavage sexuel ou de mauvaises conditions de travail dans les usines, les champs et les mines. L'économie mondiale n'offre pas les mêmes chances à tous », a noté

M. Ban dans un message pour cette Journée.

Il a rappelé que la création de l'ONU était une « promesse solennelle faite aux peuples du monde entier de mettre fin à ces atteintes à la dignité humaine et d'ouvrir la voie d'un avenir meilleur ».

« Si certains revers ont été douloureux et qu'il reste beaucoup à faire pour concrétiser les idéaux énoncés dans la Charte, nos réalisations devraient nous encourager », a-t-il estimé.

Le Secrétaire général a détaillé un certain nombre de ces réalisations. « Les objectifs du Millénaire pour le développement inspirent les meilleures campagnes de lutte contre la pauvreté qui aient jamais existé, les traités des Nations Unies de lutte contre les inégalités, la torture et le racisme protègent les personnes et d'autres accords permettent de sauvegarder l'environnement, les Casques bleus des Nations Unies séparent les forces antagonistes, nos médiateurs règlent des différends et nos humanitaires fournissent une aide qui permet de sauver des vies », a-t-il déclaré.

Dans le cadre de la célébration de cette Journée, un concert organisé par le Département de l'information des Nations Unies devait avoir lieu vendredi soir dans la salle rénovée de l'Assemblée générale avec le pianiste et Messenger de la paix, Lang Lang, et le chanteur Sting.

Au côté de Lang Lang, un orchestre international composé de jeunes des cinq continents et réuni spécialement pour cette occasion devait se produire sous la direction de Manuel Lopez-Gomez.

## Une nouvelle plateforme en ligne de l'ONU aide à réduire les pertes alimentaires



**24 octobre** - Alors que les pertes alimentaires et le gaspillage de nourriture représentent un tiers des aliments produits dans le monde pour la consommation humaine, les trois agences des Nations Unies basées à Rome ont lancé une nouvelle plateforme en ligne destinée à aider à réduire ces pertes alimentaires grâce au partage de l'information.

Cette plateforme ([fao.org/food-loss-reduction/fr/](http://fao.org/food-loss-reduction/fr/)) intitulée « Communauté de pratiques mondiale sur la réduction des pertes alimentaires » a été lancée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

La plateforme entend devenir la référence mondiale facilitant le partage d'information et les liens entre acteurs concernés, notamment les entités publiques, la société civile et le secteur privé. Elle permet aux intervenants de se tenir au courant des dernières nouvelles et événements pertinents et d'avoir accès aux liens vers des bibliothèques en ligne, des bases de données et des référentiels avec leur documentation pertinente, ainsi qu'aux réseaux sociaux. Des formations en ligne et des modules d'apprentissage sur la gestion post-récolte sont également disponibles.

« Sauvegarder la nourriture c'est sauvegarder aussi les ressources utilisées pour la produire. Réduire le gaspillage et les pertes - et, en premier lieu, éviter d'en créer - devrait être une priorité pour tous », a déclaré la Sous-Directrice générale de la FAO responsable des ressources naturelles, Maria Helena Semedo.

On estime qu'environ 30% de la production alimentaire mondiale, soit 40 à 50% des tubercules, fruits et légumes, 20% des oléagineux, de la viande et des produits laitiers et 35% des produits de la pêche sont perdus ou gaspillés. Cela équivaut à environ 1,3 milliard de tonnes qui auraient pu servir à nourrir deux milliards de personnes.

Le Vice-Président du FIDA, Michel Mordasini, a souligné l'importance du rôle des exploitants agricoles dans la réduction des pertes alimentaires. Ces pertes restent à « un niveau inacceptable et affligent les petits exploitants agricoles qui sont très vulnérables », a-t-il déploré.

« Les solutions techniques disponibles doivent encore devenir accessibles et abordables pour les communautés agricoles. Je suis donc encouragé par le fait que la Communauté de pratiques mondiale sur la réduction des pertes alimentaires s'impliquera et puisera dans les connaissances des exploitants agricoles, des intervenants, des chercheurs, des agences de développement et des décideurs politiques », a-t-il dit.

Pour sa part, le Directeur exécutif adjoint du PAM, Ramiro Lopes da Silva, s'est félicité du lancement de la nouvelle plateforme en indiquant par ailleurs qu'une initiative du PAM pour la réduction des pertes post-récolte profitait actuellement à 16.000 familles de petits exploitants agricoles en Ouganda, l'objectif étant de réduire ces pertes de 70% chez les exploitants.

## L'UNESCO condamne les meurtres de journalistes en Iraq et au Paraguay



La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Photo: ONU/Amanda Voisard

**24 octobre** - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a dénoncé vendredi le meurtre d'un journaliste de télévision en Iraq et les assassinats d'un journaliste et de son assistante au Paraguay.

Le journaliste iraquien Raad Al Azzawi, qui travaillait pour la chaîne d'information locale Sama Salaheddine, a été exécuté en public par un groupe d'extrémistes radicaux, aux côtés de son frère et de deux autres civils, dans le village de Samra, à l'est de la ville de Tikrit, en Iraq, le 10 octobre. Retenu prisonnier pendant un mois par les extrémistes, Raad Al Azzawi a été tué parce qu'il refusait de travailler pour eux.

« Je condamne fermement ce meurtre », a déclaré Mme Bokova. « Raad Al Azzawi était un professionnel dévoué qui rendait compte des événements qui se déroulaient dans la région. Dans toute société, cette fonction est importante. En période de conflit, lorsque les populations sont menacées et vivent dans un état permanent d'incertitude, elle devient cruciale ».

« Les citoyens ont droit à l'information et les médias doivent être en mesure de la leur fournir. Les journalistes et les professionnels des médias doivent pouvoir exercer leur métier sans craindre pour leur vie », a ajouté Irina Bokova.

Au Paraguay, Pablo Medina Velázquez, journaliste pour ABC Color, a été abattu dans sa voiture, aux côtés de son assistante Antonia Maribel Almada Chamorro, âgée de 19 ans, sur une route de campagne alors qu'ils se dirigeaient vers Curuguaty, leur ville d'origine, le 16 octobre.

Pablo Medina Velázquez enquêtait sur un trafic de marijuana et avait reçu de nombreuses menaces liées à ses reportages. La police lui avait octroyé un garde du corps à la suite de ces menaces. Mais Pablo Medina Velázquez ne faisait pas l'objet d'une protection au moment des faits.

« Je condamne les meurtres de Pablo Medina Velázquez et d'Antonia Maribel Almada Chamorro », a déclaré la Directrice générale. « Il est indispensable que soient traduites en justice les personnes qui ont commandité et exécuté ces crimes afin de décourager à l'avenir de tels actes qui coûtent la vie à des journalistes et nous privent de notre droit à l'information », a déclaré Irina Bokova.

## Somalie : le Conseil de sécurité autorise la prorogation pour un an de la Mission de l'Union africaine



**24 octobre** - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé vendredi d'autoriser les États membres de l'Union africaine à proroger jusqu'au 30 novembre 2015 le déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

Aux termes de la résolution 2182, présentée par le Royaume-Uni et adoptée par 13 de ses membres –la Jordanie et la Fédération de Russie s'étant abstenues-, le Conseil a autorisé l'AMISOM « à prendre toutes les mesures nécessaires » pour s'acquitter de son mandat.

Les membres du Conseil se sont félicités des opérations offensives conjointes menées récemment par l'AMISOM et l'armée nationale somalienne, qui ont permis de réduire très sensiblement le territoire contrôlé par les Chabab et ont souligné qu'il importait de poursuivre ces opérations. La résolution souligne également qu'il est indispensable que les opérations militaires soient immédiatement suivies d'une action nationale visant à mettre en place des structures de gouvernance dans les zones reprises.

En outre, le Conseil de sécurité a réitéré l'interdiction d'importer et d'exporter du charbon de bois somalien. Il s'agit de réduire les ressources financières que les Chabab tirent de l'exploitation illégale du commerce du charbon de bois.

Afin d'assurer le strict respect de l'embargo sur les armes visant la Somalie et le charbon de bois, le Conseil de sécurité a autorisé, pour une période de 12 mois, les États Membres, agissant en coopération avec le gouvernement fédéral somalien, à faire inspecter les navires se trouvant dans les eaux territoriales somaliennes et en haute mer au large des côtes somaliennes s'ils ont des motifs raisonnables de penser que ces navires sont à destination ou en provenance de Somalie.

Le Conseil de sécurité s'est également déclaré vivement préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire en Somalie et a condamné dans les termes les plus énergiques la recrudescence des attaques contre les acteurs humanitaires.